

M. Goyer: Le député aimerait-il savoir les chiffres?

Une voix: Envoyez-les-lui.

M. Goyer: Permettez-moi de citer les chiffres au député.

M. Rynard: Oui. Ils prouveront l'ignorance du député. Attendez que nous soyons branchés ici.

[Français]

M. Goyer: Monsieur l'Orateur, on peut constater que sous le régime conservateur, c'est-à-dire de 1957 à 1963, les charges de la dette publique sont passées de 567 millions de dollars à 917 millions; c'est donc dire qu'on a doublé la dette publique du Canada. Les chiffres sont ici...

[Traduction]

M. Rynard: Nous n'écoutons pas parce que le gouvernement a accusé un déficit depuis son accession au pouvoir, malgré toute la prospérité que nous lui avons léguée.

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre. La présidence commence à se demander en quoi tout cela a trait au principe du bill.

[Français]

L'hon. M. Ricard: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Je voudrais que le harsard soit au moins conforme aux faits. Il est peut-être vrai que la dette publique a augmenté, seulement il faut se rappeler que le gouvernement conservateur a augmenté les paiements aux provinces, acquitté les dettes faites par son prédécesseur...

M. Goyer: Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège...

[Traduction]

M. l'Orateur suppléant: Il me semble que la Chambre s'éloigne des principes du bill à l'étude.

[Français]

M. Goyer: L'honorable député de Saint-Hyacinthe-Bagot vient de dire qu'il faut corriger le harsard, insinuant par là que les chiffres que j'ai donnés n'étaient pas exacts. Je voudrais simplement faire remarquer que les chiffres que j'ai cités...

[Traduction]

M. Rynard: Je pose la question de privilège; je n'ai jamais dit cela. Je demande au député de se rétracter.

L'hon. M. Ricard: Il parlait de moi.

[M. Byrne.]

M. l'Orateur suppléant: Je dois informer le député qu'il n'y a pas matière à la question de privilège. S'il n'est pas d'accord avec les chiffres, il aura l'occasion de les contester.

M. Rynard: J'ai l'impression d'avoir touché juste; je vais donc terminer, car j'arrivais au terme de mes observations. (*Applaudissements*)

Le gouvernement a dit: Où prendrons-nous les fonds nécessaires. J'ai déjà dit, comme en fait foi le compte rendu, que nous sommes entrés dans une ère de prospérité en 1961. Les fondements ont été bien posés. Nous avons eu notre première balance positive des échanges commerciaux en 1960—164 millions de dollars. Le fondement a été posé pour cela. Nous avons pris l'initiative des ventes de blé, qui ont atteint un milliard de dollars l'an dernier. Tous ces fondements ont été bien posés. L'ancien président des États-Unis a dit que notre pays était le mieux administré du monde. Je ne m'attarderai pas davantage là-dessus.

• (7.40 p.m.)

Je tiens à consigner au compte rendu qu'il en coûte de \$125 à \$150 à une personne seule pour vivre dans une grande ville. S'il s'agit de construire des palais ou de donner des vivres à ces vieilles gens, j'estime qu'il faut y pourvoir. Peut-être aurions-nous pu nous contenter d'un montant moins élevé pour le nouvel immeuble de la défense—s'agissait-il de 100 millions ou de 50 millions de dollars.

On aurait peut-être pu réaliser certaines économies là, d'autant plus qu'on doit intégrer le personnel et qu'on espère économiser ainsi beaucoup d'argent. Peut-être auraient-ils pu y parvenir ainsi. Il y a aussi les avions à réaction que nous avons achetés. Peut-être aurions-nous pu réaliser aussi des économies de ce côté-là. J'ignore à quoi ces avions serviront, si ce sera pour faire visiter le Canada à certains ministres. Si je comprends bien, nous en avons acheté plusieurs, et peut-être le ministre pourrait-il nous dire ce qui en est.

L'hon. M. MacEachen: Je n'ai jamais voyagé à bord d'un de ces avions.

M. Rynard: Je crois le ministre sur parole. Il y a ensuite le Centre des arts. Cette entreprise sera-t-elle jamais rentable? Même si elle le devenait je préférerais nourrir convenablement cette catégorie spéciale de Canadiens que de construire des palais. Et puis, il y a les 200 millions de dollars affectés à l'Expo. Je suis tout à fait en faveur de l'Expo, sauf si elle doit réduire d'autant les fonds dont on pourrait autrement disposer pour aider ceux qui n'ont pas de quoi se nourrir ni se vêtir convenablement. Enfin, monsieur l'Orateur, permettez-moi d'ajouter une autre chose.